La justice russe a rejeté en appel vendredi le 26 juillet dernier, la demande de libération anticipée de Nadejda Tolokonnikova, membre du groupe contestataire Pussy Riot, qui purge une peine de deux ans de camp pour une "prière punk" contre Vladimir Poutine.

"Libération refusée pour Tolokonnikova, maintien en détention jusqu'au terme de la peine", a écrit sur Twitter un membre du groupe contestataire Voïna lié aux Pussy Riot, qui suivait l'audience à Saransk (Mordovie, 650 km à l'est de Moscou). C'est dans cette région que Nadejda Tolokonikova purge sa peine de deux ans de prison.

Une porte-parole de la Cour suprême de Mordovie, l'instance régionale qui examinait le dossier en appel, a confirmé cette information par téléphone à l'AFP. Le Parquet avait demandé que la libération conditionnelle anticipée soit refusée à Nadejda Tolokonnikova, mère d'une petite fille, et maintenu qu'elle devait effectuer l'intégralité de sa peine. La jeune femme avait déclaré à l'audience qu'elle ne reconnaîtrait jamais sa culpabilité.

"Je contesterai ma condamnation jusqu'au bout, je porterai l'affaire devant la Cour suprême russe", avait-elle déclaré selon l'agence Rapsi. "Je ne reconnais pas ma culpabilité et ne la reconnaîtrai pas. J'estime que ce n'est pas une erreur, comme l'affirme l'administration du camp, mais une force, car j'ai des principes et je vais les défendre", a ajouté la jeune femme. Elle a déclaré recevoir "des milliers de lettres" de soutien dans le camp de détention pour femmes où elle purge sa peine.

La demande de libération avait été refusée en première instance en avril. La justice russe avait rejeté mercredi la demande de libération de Maria Alekhina, également membre du groupe Pussy Riot, qui purge sa peine dans l'Oural.

Tolokonnikova, une étudiante en philosophie de 23 ans, a été arrêtée en mars 2012 avec deux autres membres du groupe contestataire Pussy Riot, après avoir chanté une "prière punk" dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, demandant à la Sainte Vierge de "chasser Poutine". Une vidéo, alors diffusée sur internet, avait fait sensation, à deux semaines de l'élection de

Vladimir Poutine pour un nouveau mandat présidentiel. Les jeunes femmes avaient indiqué avoir également voulu dénoncer "la collusion de l'Eglise et de l'Etat".

Les trois jeunes femmes ont été condamnées en août à deux ans de prison pour "hooliganisme" et "incitation à la haine religieuse". L'une d'entre elles, Ekaterina Samoutsevitch, a été libérée en appel en octobre, sa peine commuée en sursis au motif qu'elle avait été interceptée par les gardes de la cathédrale avant d'avoir pu prendre part à la performance. Trois jours avant le procès en appel, le président Vladimir Poutine avait estimé dans une interview que les jeunes femmes avaient eu ce qu'elles "voulaient".

L'affaire a suscité une mobilisation internationale. Plus de 100 musiciens de renommée internationale, dont Madonna, Adele, Elton John ou encore Bryan Adams, ont appelé à la libération des Pussy Riot.